

Zeitschrift: Rote Revue : sozialistische Monatsschrift
Herausgeber: Sozialdemokratische Partei der Schweiz
Band: 31 (1952)
Heft: 11-12

Artikel: 41e Conférence de l'Union Interparlementaire
Autor: Perret, Henri
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-336674>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

41^e Conférence de l'Union Interparlementaire

Les journaux ont relativement peu parlé de la 41^e Conférence annuelle de l'Union Interparlementaire à laquelle ont assisté les représentants de 35 pays. On y remarquait des Japonais qui revenaient après une absence de 13 ans. La plupart des parlements démocratiques étaient représentés à l'exception du plus vieux d'entre eux, celui de l'Islande.

Bien que plusieurs semaines se soient écoulées depuis cet événement, plus important que beaucoup ne le pensent, il n'est pas superflu d'y revenir pour souligner quelques points essentiels.

Le sympathique Président, Lord Stansgate (Britannique) affirmait que le climat démocratique et libéral de la Suisse est idéal pour l'épanouissement de l'influence morale que l'Union Interparlementaire exerce dans le monde en faveur de la paix.

De tous les discours prononcés se dégagent trois idées fondamentales, trois buts de la plus haute importance pour la civilisation : réaliser la justice internationale par l'égalité de toutes les nations et la suppression du colonialisme ; lutter contre la misère qui débilité, tue ou menace des millions d'êtres humains ; instaurer la paix.

Plusieurs nations qui n'ont pas la place qu'elles revendiquent dans le concert international ont fait entendre des plaintes amères et des critiques véhémentes. M. Persico (Italie) demande à la conférence d'appuyer énergiquement les protestations de son pays qui n'a pas encore accès à l'Organisation des Nations Unies, à cause de l'opposition d'une seule puissance et contre la volonté de toutes les autres.

MM. Ludwig et Koref faisaient un tableau sombre, malheureusement exact, de la situation tragique de l'Autriche « écartelée entre les rivalités des quatre grandes puissances occupantes ». Les promesses qui ont été faites solennellement n'ont pas encore été tenues. « Les tentatives pour rétablir la liberté ont échoué, malgré les sacrifices, parfois surhumains, consentis par ce pauvre pays qui est, dans la situation actuelle, un danger pour la paix à laquelle il pourrait collaborer utilement s'il était libre. »

Un représentant de l'Inde, Mr. Bhaegava, s'est élevé avec plusieurs parlementaires contre la ségrégation infligée aux populations indoues de l'Afrique du Sud, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies qui entend ne faire aucune différence entre les races.

Le colonialisme, on le comprend, est jugé très sévèrement par les représentants de nombreux pays qui demandent de laisser à tous les peuples,

malgré les inconvénients et les dangers que cela peut comporter, le droit imprescriptible de disposer d'eux-mêmes.

M. Bandaranaike (Ceylan) a décrit l'ébullition politique dangereuse de millions d'être affamés en Asie, d'une multitude d'autres au Maroc, en Tunisie. « Ces masses immenses tiennent en leurs mains le sort de la paix ou de la guerre. » A son avis, le socialisme est seul capable de résoudre les grands problèmes de l'Asie, parce qu'il se place sur un plan spirituel. Pour lui, le colonialisme est périmé, l'Union Interparlementaire doit le faire comprendre à toutes les nations civilisées.

M. Goya (Inde) a fait le procès de l'Organisation des Nations Unies, affirmant sa faillite en Asie. Elle n'a pas compris que ce vaste continent ne peut plus être un champ d'exploitation colonialiste. Grâce à Néhru, l'Inde a pris connaissance de son individualité. La Chine unifiée après des siècles de chaos, ne peut rester écartée de l'O. N. U., qui devrait également se saisir des problèmes posés par la Tunisie, l'Égypte, l'Iran, les discriminations raciales en violation de la déclaration universelle des droits de l'homme.

M. Quereichi (Pakistan) parlant de la Tunisie et de l'Afrique du Sud souligne l'erreur de croire qu'on pourra, longtemps encore, contenir par le colonialisme la volonté inflexible de millions d'hommes de conquérir leur liberté.

M. Al Swaidi (Irak) attribue une grande partie des difficultés mondiales actuelles, particulièrement dans le Moyen Orient, aux ambitions et aux prétentions d'hégémonie de certaines grandes puissances qui manquent de compréhension à l'égard des gros problèmes qui agitent le monde arabe et compromettent ainsi la paix dans de vastes régions.

Le colonialisme semble donc bien condamné et devrait prendre fin si l'on ne veut pas laisser se développer de nombreux foyers d'incendie, toujours renaissants, que la force brutale n'arrivera jamais à éteindre, car le sentiment de la liberté est indestructible au cœur de l'homme. Que répondre lorsque des nègres, ou des jaunes, très instruits, parlant le français ou l'anglais aussi bien que la majorité des Parisiens ou des Londoniens nous disent: « Vous prétendez que nos peuples sont des peuples de sauvages, mais nous qui en sortons, nous avons la prétention de les connaître et de pouvoir les diriger mieux que vous? » D'ailleurs les nations dites civilisées n'ont pas toujours donné, avec leurs guerres et leur chômage, leurs injustices sociales, des preuves éclatantes de leur supériorité. Elles auraient cent raisons d'être un peu modestes.

L'une des questions les plus douloureuses, évoquée souvent comme un leitmotiv par les représentants de nombreux pays d'Asie, c'est la misère horrible, meurtrière, qui sévit à l'état endémique dans des régions immenses. M. Abo Chahla (Liban) a décrit le sort tragique de dizaines de millions d'individus du Moyen et de l'Extrême Orient, souvent affamés et de plus

« opprimés par des séquelles de colonialisme ». L'Union Interparlementaire a pris, disait-il, les réfugiés sous sa protection à la Conférence d'Istamboul, l'année dernière, mais ces malheureux sont toujours dans la même et lamentable situation.

Pour M. Velasco (Brésil) « il n'y a pas de paix possible sans paix sociale, à l'intérieur de chaque pays. La misère est mauvaise conseillère. La liberté est un meuble inutile dans la faim. La tâche des hommes de paix est donc avant tout de lutter pour améliorer les conditions de vie, notamment dans les pays peu développés ».

Plusieurs orateurs tenaient en substance ce langage: « Comment voulez-vous demander aux peuples asservis par le colonialisme ou décimés par la misère de défendre la démocratie? Pensez-vous qu'ils se battront aux côtés des nations libres pour maintenir leur esclavage ou leurs souffrances? »

On sait que sous l'influence de notre camarade Jean Inaebnit, professeur à l'Université de Leeds, 400 représentants des Sociétés anglaises d'amis de l'O. N. U. ont demandé unanimement que tous les pays rattachés à l'Organisation des Nations Unies consacrent la dixième partie de leur budget militaire pour porter secours aux populations qui souffrent de la faim. Et la même proposition vient d'être faite au dernier congrès travailliste. Ces actions fraternelles et salvatrices seraient, pour maintenir la paix, une arme plus efficace sans doute que les bombes atomiques.

Comme le faisait remarquer M. Osias (Philippines) les moyens matériels de sauver les peuples de la misère sont suffisants dans le monde, grâce aux progrès techniques et à l'augmentation de la production. Mais il faut vouloir! L'Europe doit penser au sort malheureux d'une grande partie de l'Asie, si elle désire assurer la paix. Or la paix reste la préoccupation essentielle de tous les délégués, traduisant sans doute l'appréhension obsédante et l'espérance de tous les peuples.

Notre ami, Jean Minjoz, ex-ministre français, souhaite l'entente entre les grands: U. S. A., Chine, U. R. S. S., Grande Bretagne, France... « L'effort de réarmement général, dit-il, donne certes la supériorité technique militaire, mais en abaissant le standard de vie, il engendre la misère et celle-ci est un gage précieux pour le communisme qui s'en sert pour décourager les masses. »

M. Willey (États-Unis) affirme que l'Occident commettrait une erreur en pensant qu'il peut gagner la bataille de la paix par des moyens matériels seulement et notamment par des mesures militaires. Pour gagner une guerre idéologique, il faut mettre en action des idées qui aient une valeur et une puissance supérieures à celles de l'adversaire. Ces idées, la démocratie les fournit en abondance. Il aurait pu ajouter: l'idée, même la plus généreuse, est stérile dans ce domaine si elle reste théorique et ne réalise pas ses promesses. Il est évident que les bases les plus solides de la paix résident dans la justice, la liberté, le bien-être, qui seraient, comme le disait M. Harrison (Grande Bretagne), la meilleure réponse au communisme.

Elle réside aussi dans un rapprochement et une action commune des peuples. C'est la raison pour laquelle nombre de délégués voient dans la création d'un Gouvernement mondial le remède aux maux les plus grands dont souffre l'humanité. Nous ne voulons pas discuter ici de ce grave problème : illusion, rêve irréalisable diront les uns, idéal prématuré aujourd'hui, mais que les événements imposeront demain et que l'Organisation des Nations Unies a déjà partiellement ébauché, diront les autres.

Comme le déclarait M. Tokouch (Turquie) le progrès technique a réduit les dimensions du monde et permis entre les peuples des contacts qu'on ne pouvait imaginer il y a quelques années encore. Tandis que les uns voient de gros avantages et un premier pas vers le parlement universel dans les ententes internationales régionales, d'autres pensent qu'elles pourraient présenter un danger et « disloquer », comme le craignait M. Harrari (Israël), l'organisation mondiale. Beaucoup jugent que la situation actuelle rend impossible un parlement universel, qu'il faut se contenter de quelques réalisations partielles, pour ne pas s'égarer dans les nuages du rêve. C'est l'opinion de M. Connally qui a siégé durant 44 années consécutives dans les deux Chambres des États-Unis. Il pense que l'O. N. U. suffit et gagnera finalement la lutte pour la liberté.

M. Roux (Belgique) montre que le rapprochement se fait souvent de peuple à peuple et souligne la valeur des groupes franco-belge, franco-britannique, italo-belge, yougoslave-belge. Lord Mathers est du même avis et affirme que l'action des groupes parlementaires franco-britannique et belgo-britannique a déjà permis d'accorder des opinions importantes et facilité l'action des gouvernements.

Au contraire, M. Bhargava (Inde) craint fort que l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, l'Assemblée du Pool Charbon-Acier, le Conseil parlementaire nordique aient surtout des préoccupations régionales. — « Rien ne garantit qu'elles contribueront à assurer la paix dans le monde. »

M. Blackburn (Grande Bretagne) constate « qu'une nation ne peut plus espérer la solution de ses problèmes dans l'isolement national ; les parlements doivent convaincre les gouvernements de cette réalité, les persuader de la nécessité d'une collaboration internationale politique, économique et sociale ».

Dans sa résolution relative à la collaboration internationale des parlements, la Conférence demande à son Bureau de « maintenir des contacts aussi étroits que possible avec les Institutions internationales de caractère officiel et invite les formations interparlementaires, régionales, de caractère non officiel, ou les groupes d'amitié existant entre les parlements de divers pays, d'exercer leurs activités dans le cadre et conformément aux décisions de l'Union Interparlementaire ».

Certes, des questions importantes sont loin d'être mûres et de rallier l'unanimité. Ainsi la résolution relative à la limitation de la souveraineté

nationale a été votée par 219 voix contre 46 et 118 abstentions. Elle a la teneur suivante:

« Considérant qu'une collaboration plus étroite entre les peuples à régime démocratique est de nature à renforcer la stabilité de la paix dans le monde;

que cette collaboration, pour produire les pleins effets, exige certains sacrifices et certaines compensations par la voie d'un abandon partiel de la souveraineté;

qu'il importe, donc, d'encourager la constitution d'autorités communes, auxquelles seraient délégués certains pouvoirs, chacun des pays conservant, d'ailleurs, le maximum possible des prérogatives de sa souveraineté;

la XLI^e Conférence de l'Union interparlementaire;

émet le vœu que chacune des délégations s'engage à favoriser dans son pays, l'adaptation des normes constitutionnelles en vue de rendre plus efficace la participation à une collaboration internationale, tant au point de vue politique qu'économique et culturel. »

On sait que la Conférence interparlementaire n'a aucune autorité pour imposer ses principes. Cependant, son utilité nous paraît incontestable, elle est un facteur de rapprochement entre des hommes dont l'influence est considérable, dans une multitude de pays. Les idées de collaboration, de justice, de liberté, de bien-être qu'elle répand partout, avec d'autres institutions d'ailleurs, germent lentement, s'imposent et s'imposeront toujours plus.

Hinweise auf Zeitschriften

Industrie in der Wüste

Amerikanische Wissenschaftler studieren mit Besorgnis die Produktionsziffern der Rohstoffindustrien und vergleichen sie mit den Schätzungsziffern über die Rohstoffmassen, die nach heutiger Kenntnis in der Erde zu finden sind. Zwei große Gebiete bleiben außer Kalkül, weil sie noch nicht genügend erforscht sind: das Meer und die Wüste. Immerhin gibt das bisherige Forschungsmaterial Grund zur Annahme, daß diese beiden Gebiete mehr Rohstoffe enthalten oder ersetzen werden, als alle zivilisierten Länder selbst besitzen. Daß die Zukunft Frankreichs und daher auch Kontinentaleuropas in Afrika liegt, schließt auch die Sahara ein. In Frankreich ist eine von den Gewerkschaften bis zu den Gaullisten reichende Bewegung entstanden, die *Sahara zu nationalisieren*, das heißt zu einem vom Mutterland direkt abhängigen Departement umzuformen und sie aus der Verwaltung der angrenzenden französischen Kolonien, Besitzungen, Protektorate in Nord-, West- und Südwestafrika herauszunehmen. Urheber dieses Planes ist die politisch sehr rege, sehr europäische Zeitschrift *«Hommes et Mondes»*, die in den Heften 58 bis 65 eine Kampagne *«Pour le Sahara français»* unter Führung des hervorragenden französischen Kolonisators Emile Béline geführt hat und sich die Zustimmung von Persönlichkeiten sicherte, die dem eben erwähnten weiten Sektor der französischen Öffentlichkeit angehören, also das weltwirtschaftlich interessierte Frankreich exklusive der bolschewistischen Partei umfassen.